



SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16

E-mail : snui@snui.fr

<http://www.snui.fr>

Paris, le 14 Juin 2006

Communiqué de presse

Suppressions de 15.000 postes de fonctionnaires : Carton rouge !

Le gouvernement aura donc attendu le jour du premier match de l'équipe de France lors de la Coupe du Monde de football pour annoncer la suppression prévue de 15 000 postes de fonctionnaires en 2007.

Pour autant, cette annonce ne sera pas passée inaperçue, notamment au sein de l'éducation nationale qui devrait payer un lourd tribut au dogme du « moins d'Etat ».

Suite à ces annonces, le SNUI tient à rappeler :

- que dans ce mouvement qui touche de nombreux secteurs de l'Etat, **la Direction Générale des Impôts continuera de connaître un rythme de suppressions d'emplois de grande ampleur** comme cela est le cas depuis plusieurs années (près de 1.900 en deux ans, en 2004 et 2005, et près de 4 000 en trois ans, de 2006 à 2008),
- que sur le plan budgétaire invoqué par le gouvernement, **les économies attendues de ces suppressions sont inférieures de près de la moitié au rendement de la surtaxe Juppé qui vient d'être supprimée** (500 à 600 millions d'euros d'économies attendues, contre 1 milliard pour l'ex surtaxe Juppé), sans parler des baisses d'impôts (impôt sur le revenu, fiscalité du patrimoine...) qui viennent assécher les finances publiques,
- que **le rôle des fonctionnaires et, plus largement, des services publics, est largement positif sur le plan de la cohésion sociale et de l'activité économique** (l'attractivité globale de la France résulte en effet pour l'essentiel des politiques publiques comme la formation, la santé, les infrastructures publiques...),
- **qu'il n'y a toujours pas de réel débat sur les missions de service public (son rôle, ses moyens...) ni sur leur financement**, les choix effectués en la matière se bornant à afficher un nombre croissant de suppressions d'emplois de fonctionnaires. A l'heure où l'on parle beaucoup du « modèle social », un tel constat pose problème dans une démocratie sociale comme la France.

Pour recevoir nos communiqués de presse : www.snui.fr rubrique « espace presse »